



Un peuple debout

Les travailleurs antillais ont largement ébranlé les certitudes de la droite et du patronat qui continuent inexorablement de dévaster nos acquis sociaux.

En grève depuis le 20 janvier, les guadeloupéens ont montré l'exemple, puis les martiniquais ont suivi. La Réunion réagit aussi. Dans ces îles, les rapports sociaux sont, certes, des rapports capitalistes, mais avec en plus un héritage très fort de l'esclavagisme et du colonialisme. Malgré les évolutions depuis 400 ans, les capitalistes sont toujours blancs et les exploités, majoritairement de couleur, avec en plus l'humiliation supplémentaire du mépris raciste. La majorité des enfants de couleur est exclue du travail, du savoir, des responsabilités, y compris de l'administration. En Guadeloupe, sur 460 000 habitants, 60 000 sont au chômage (22,7% contre 8,1% pour le continent) : 55% des moins de 25 ans contre 22% en métropole. Si l'on ajoute à cela des taux d'augmentation insupportables du coût de la vie, on aboutit à ce formidable mouvement de révolte, unitaire, responsable, déterminé. Les guadeloupéens se sont réunis dans le *Kolektif Liyannaj Kont Pwofitasyon* qui signifie collectif d'union contre le profit et les profiteurs. Syndicats, associations, s'y retrouvent ainsi que les Verts et le Parti communiste guadeloupéen, indépendantiste. Ils ont établi une liste de 132 revendications, la plus disputée par le gouvernement et les patrons étant l'augmentation des bas salaires de 200 € net. Mais au-delà de ces revendications, c'est le système capitaliste et colonialiste qui est en cause.

Le Parti Communiste Guadeloupéen a appelé à la construction d'un Front Patriotique pour un Etat Autonome de Guadeloupe, invitant toutes les forces politiques, sociales et culturelles, toutes les personnalités guadeloupéennes, engagées dans le combat pour l'émancipation de la Guadeloupe, à poursuivre le mouvement du "Liyannaj" sur le terrain politique. La prochaine étape, plus incertaine, se situe donc au niveau du pouvoir politique, du devenir politique des DOM... Et notre plus fort soutien serait d'élargir le front de la lutte en métropole.

Un peu de courage, camarades !

Le 29 janvier 2009 et ses 2,5 millions de manifestants marquent une rupture dans le quinquennat Sarkozy. Face à la plus grave crise mondiale du capitalisme depuis 1929, le peuple a exprimé fortement son refus de payer pour les riches et les spéculateurs. Le rassemblement du 29 janvier est porteur de l'intérêt général du pays: défense de l'industrie, du droit du travail, de la protection sociale, des services publics, de l'école... En mettant au centre de leurs revendications les salaires, les manifestants du 29 janvier s'en prennent directement au capitalisme.

Une nouvelle journée nationale est prévue le **19 mars**. Amplifions le rassemblement et donnons-lui la force de faire reculer le patronat, Sarkozy et son gouvernement.

Ces derniers, non contents de faire payer la crise au peuple, veulent en profiter pour aggraver l'exploitation et le racket des richesses du pays vers le capital.

La crise devient prétexte à délocalisations, fermetures d'entreprises et licenciements supplémentaires. Les acquis sociaux sont remis en cause, les services publics facteurs d'égalité sont affaiblis et démantelés afin que les multinationales puissent s'emparer de ces secteurs d'activité.

Avec la suppression de la taxe professionnelle, ce sont 28 milliards de cadeaux aux patrons qui sont directement soustraits à l'action publique en faveur des populations. Cette mesure anticipe la réforme annoncée des collectivités locales qui visent à la disparition des communes et départements au profit de superstructures technocratiques éloignées des habitants sur le modèle de la construction européenne. Ce sont des services essentiels à la population qui sont menacés. Le capital a besoin de faire exploser le socle républicain,

issu de la révolution française, des luttes de 1936 et 1968, du Conseil National de la Résistance. C'est pour cela qu'il veut substituer au triptyque - commune, département, nation - le trio agglomération, région, Europe.

Dans ses conditions, le Parti communiste devrait prendre toutes ses responsabilités et aider le mouvement populaire à trouver une issue aux questions qui lui sont posées.

Au lieu de cela, notre direction nous joue un mauvais remake des collectifs antilibéraux avec le front de gauche et prétend changer l'Europe avec le programme du PGE qui ne remet pas en cause les institutions européennes. Certains au Conseil National s'offusquent même du "sentiment anti-européen des milieux populaires".

Il faut avoir le courage de rappeler ce qu'est la construction européenne: un super état qui vise à dépasser puis nier les nations pour empêcher les citoyens de décider de leur avenir, les éloigner des centres de décision, les décourager de contester afin que le capital ait les mains libres.

On ne peut pas se contenter de dénoncer la politique de l'union européenne, ni d'appeler à une union idéaliste des peuples européens pour changer l'Europe. Pour obtenir de nouvelles et réelles avancées sociales, il faut combattre l'union européenne comme l'institution anti-populaire du capital et rappeler que la souveraineté nationale est la meilleure arme contre ce nouvel empire colonial. Renoncer à ce combat, c'est poursuivre le renoncement aux idées communistes et tourner le dos à la volonté majoritaire des communistes de faire vivre leur parti, c'est tromper les peuples.

Ne nous laissons pas voler le NON de 2005.

Marie Christine Burricand

Cet automne, la crise financière était dans toutes les bouches, et pour cause ! L'ampleur d'une telle crise interroge notre avenir, celui de nos proches, de nos enfants, celui du pays, de la planète. Et pourtant, depuis le temps que les capitalistes et leurs représentants au gouvernement nous serrent la ceinture, la valse des milliards qui étaient introuvables pour la santé, les retraites, les salaires, les collectivités étranglées et j'en passe, a été orchestrée sous nos yeux, presque irréaliste. Ainsi donc, il y aurait les moyens pour les banques et les financiers, ces capitalistes en cols blancs, escrocs des temps modernes, et il n'y en aurait pas pour satisfaire les besoins de la population, des travailleurs, des retraités et des chômeurs ?

Un hold-up à grande échelle

Selon la Commission européenne, la part des salaires dans le produit intérieur brut (chiffre qui traduit les richesses produites par un pays) a chuté de 9,3 % en France entre 1983 et 2006. C'est le Capital qui a récupéré cet argent qui, il y a peu, allait encore à la Sécurité sociale, aux retraites, au pouvoir d'achat, aux salaires des chômeurs d'aujourd'hui, aux services publics... Pour la France, ce transfert de richesses se monte entre 120 et 170 milliards d'euros par an !! En prenant l'hypothèse basse, cela représente plus de dix fois le "déficit" de la Sécu (12 Mds d'euros), une vingtaine de fois celui des retraites (4,6 Mds d'euros). Au passage, on remarquera que les gouvernements dits de "gauche" ont largement contribué à ce transfert : souvenons-nous notamment de la CSG créée par le PS et qui a été la première mesure à reporter le financement de la Sécu de la part socialisée du salaire (appelée "charge" par les capitalistes) sur la part perçue par le salarié.

"La part des profits est inhabituellement élevée à présent (et la part des salaires

inhabituellement basse). En fait, l'amplitude de cette évolution et l'éventail des pays concernés n'a pas de précédent dans les quarante-cinq dernières années". Ces lignes sont extraites d'un document de la Banque des Règlements Internationaux (BRI), institution qui réunit chaque mois en Suisse les banquiers centraux pour "coordonner les politiques monétaires". Ce constat est aujourd'hui unanimement partagé... sauf chez ceux qui continuent de nous renvoyer vers de fausses solutions, comme par exemple celle de "l'Europe sociale".

Un système obscène

En réalité, cette crise ne fait pas souffrir les capitalistes, car ce qui caractérise le système capitaliste, c'est l'exploitation de l'homme par l'homme. Pour certains capitalistes, on peut même dire que ce genre de crise est une aubaine pour augmenter la surexploitation des autres. Ceux qui souffrent, ce sont les prolétaires des temps modernes : les salariés, les chômeurs, les précaires sur qui on fait peser tout le poids de la crise et qui vont devoir payer ces milliards.

Il est bon de rappeler cette citation de Karl Marx : " *Le Capital a horreur de l'absence de profit. Quand il flaire un bénéfice raisonnable, le Capital devient hardi. A 20%, il devient enthousiaste. A 50%, il est téméraire ; à 100%, il foule aux pieds toutes les lois humaines et à 300%, il ne recule devant aucun crime* " (Le Capital, chapitre 22). Il s'agit donc de la logique d'un système qui se nourrit de la crise et de la misère des autres : contrairement à ce que certains répandent, il ne tombera pas de lui-même. Pour cela, il est indispensable de reconstruire un parti communiste solide qui préconise l'expropriation des capitalistes dans les principaux secteurs de l'économie (banques, industries, services) et le (re)développement d'importants services publics.

Enièmes cadeaux aux capitalistes

Le livret A et l'épargne populaire ont une vocation : produire des biens d'intérêt général. Les fonds déposés par l'ensemble des citoyens sur leurs livrets sont actuellement centralisés à la Caisse des dépôts et consignations (CDC), qui, sous la forme de prêts à très long terme -jusqu'à 60 ans- et à bas taux, permettent de financer le logement social, mais aussi les hôpitaux ou les transports en commun. Avec la réforme qui met fin au monopole de la Poste et la Caisse d'épargne, le gouvernement livre aux banques privées une partie de ces fonds.

Fin octobre 2008, 132,8 milliards d'euros étaient déposés sur le livret A. L'essentiel du pactole devant être réinjecté dans l'économie "réelle" ou utilisé à des fins écologiques, restent 15% des sommes qui ne seront pas remises à la Caisse des dépôts l'an prochain, puis 10% les années suivantes, sommes que les banques pourront donc utiliser comme bon leur semble. Sans oublier la commission de 0,6% que leur versera la Caisse, en contrepartie de la collecte des fonds. Le total du cadeau se monte donc

A Gaza comme ailleurs, la résistance palestinienne est diverse. Avec le Hamas, combattent aussi des forces laïques et communistes représentées par le FDLP, le FPLP et le PPP (parti du peuple palestinien). Mais il est incontestable que pour les palestiniens, majoritairement laïques, le Hamas incarne la résistance qui est pour eux le fait le plus important. Pourtant, pour les médias et l'idéologie dominante, ce seraient des terroristes, intégristes et fanatiques, beaucoup plus dangereux que les colonialistes israéliens dont certains appellent pourtant à l'extermination. Or le Hamas a été démocratiquement élu (42% des voix) et c'est le blocus international, notamment européen, l'attitude de collaboration de l'Autorité Palestinienne avec Israël qui a provoqué l'isolement de Gaza et conduit à des affrontements dont le Hamas est sorti vainqueur. Le Hamas ne demande pas la destruction d'Israël comme certains le prétendent : depuis quelques années, il reconnaît l'existence de deux pays, la Palestine et Israël. S'il est marqué par des courants intégristes, il ne propose pas l'islamisation de la société. Sur le plan politique, c'est un mouvement nationaliste islamiste ; leur projet est une économie capitaliste marquée par une intervention importante de l'Etat. Les présenter comme des terroristes, c'est vouloir cacher qu'il s'agit d'un mouvement qui organise avec les forces laïques la résistance armée face à l'occupant. Au lieu de donner des leçons, regardons la réalité en toute lucidité et écoutons nos camarades qui donnent leur vie sur le terrain : la priorité est de soutenir la résistance palestinienne dans sa diversité. Car pour un communiste, le combat national est prioritaire : il conditionne les luttes de classes.

à plus de 20 milliards la première année et 13 Mds les années suivantes... sans aucune garantie contre la spéculation.

A cela, viennent s'ajouter, selon la dernière annonce de l'homme de main du Medef, 28 Mds et non 8 Mds, d'exonération de taxe professionnelle en 2010 pour les patrons : la crise ne sera pas pour eux. Faites vos comptes, cela se traduira soit par des hausses d'impôts locaux, soit par des baisses de services rendus. Faudra-t-il désormais collecter ses poubelles ?

Pourquoi Gaza ?

Avec plus de 1300 morts dont 410 enfants et plus de 5300 blessés, l'opération "Plomb durci" menée par l'Etat d'Israël ne peut qu'amener toute personne sensée, à condamner fermement cet acte de barbarie et à demander qu'il soit jugé comme un crime de guerre, crime contre l'humanité. La zone la plus peuplée au monde, notamment par des enfants, a été bombardée par des armes interdites, terriblement efficaces, comme le phosphore blanc ou encore les bombes à fragmentation à haute densité en particules métalliques. Les dirigeants d'Israël devront un jour ou l'autre le payer devant un tribunal. Toutefois, si l'on se retourne sur le passé, et les capitalistes savent, pour la falsifier très souvent, que l'Histoire est un lieu d'affrontement idéologique intense, cela fait une soixantaine d'années qu'Israël mène une guerre sans répit contre le peuple palestinien. Basé sur un prétexte fanatique, le sionisme, l'Etat d'Israël, tête de pont de l'impérialisme US, est chargé de mettre en place l'ordre capitaliste dans cette partie du monde.

Le colonialisme

Ilan Pappé est un universitaire israélien dont la spécialité est l'Histoire. Exilé en Grande-Bretagne afin d'exercer sereinement son métier, pour lui, l'Etat d'Israël est un projet colonial qui s'est constitué à partir d'une épuration ethnique, celle de la population palestinienne. Il explique que les dirigeants israéliens conçoivent leur Etat en termes ethniques, raciaux. Effectivement, si certains voudraient nous faire croire qu'il s'agit d'un affrontement religieux et communautaire, en fait, il s'agit bel et bien d'une démarche colonialiste dont le corollaire est le racisme dans toute son horreur. Il n'est qu'à lire comment certains dirigeants considèrent les palestiniens, à savoir des "bêtes à 2 pattes" qui seront dans Gaza comme des "cafards drogués courant en rond" et leurs chefs pourront alors "être écrasés contre les rochers et les murs". La situation fait fortement penser au régime d'apartheid d'Afrique du Sud. Et si l'objectif apparemment immédiat est de nier l'existence des palestiniens,

cette politique rentre dans le cadre d'une stratégie plus vaste à l'échelle de tout le Moyen-Orient.

Le "Nouveau Moyen - Orient"

Depuis les années 90, après l'effondrement de l'URSS, les Etats-Unis tentent d'asseoir davantage leur domination sur cette région du monde avec la stratégie du "Nouveau Moyen-Orient" nommée ainsi par Condolezza Rice en 2006. Il faut bien toujours avoir en tête que cette région du monde recèle les plus gros gisements pétroliers au monde : sa maîtrise est donc primordiale pour l'impérialisme US qui doit pouvoir s'appuyer sur des alliés sûrs. Si l'on excepte Israël, leur bras armé, les Etats-Unis peuvent compter sur les pays regroupés dans le Conseil de Coopération du Golfe créé en 1981, avec entre autres l'Arabie Saoudite et les Emirats Arabes Unis : le quartier général de l'armée US se trouve au Qatar et plus de 100 000 militaires sont installés dans les Etats du Golfe. Les autres appuis principaux des USA sont les régimes clientélistes de la Jordanie et de l'Egypte menés par la main de fer des bourgeoisies capitalistes locales. La stratégie centrale de ce "Nouveau Moyen-Orient" est l'intensification de l'exploitation capitaliste des hommes et des ressources. En Irak occupé, on a assisté au retour des 4 compagnies qui contrôlaient le pétrole avant 1972, année où elles avaient été chassées ! L'objectif est de créer une seule zone de libre-échange sur tout le Moyen-Orient pour 2013 : disparition des barrières douanières, libre circulation des capitaux, privatisation et réduction des dépenses sociales des Etats, toutes ressemblances avec l'Union Européenne ne pouvant être que fortuites.

La résistance palestinienne

Enfin, après la mort d'Arafat et l'emprisonnement à vie de M. Barghouti, la droite palestinienne au service d'une bourgeoisie corrompue par les subventions internationales s'est imposée dans l'Autorité Palestinienne (AP). En mai 2008, soutenue par les capitaux étrangers et les capitalistes palestiniens les plus riches, elle a organisé la

"Conférence pour l'investissement en Palestine" qui a entérinée la logique de surexploitation de ce "Nouveau Moyen Orient", prévoyant les attaques contre les services publics et l'intégration de l'occupation militaire israélienne dans le modèle de développement. Les conséquences seront catastrophiques pour les palestiniens, déjà en état de survie : suppression de 21% des emplois du secteur public, non livraison de l'eau et de l'électricité en cas de dettes, gel des salaires alors que l'inflation est très forte... Cela a entraîné une forte opposition populaire. On comprend pourquoi en Cisjordanie dirigée par l'AP, les soutiens à la population de Gaza subissant le feu israélien ont été sévèrement réprimés : désormais la résistance est incarnée par Gaza. Voilà pourquoi Israël, soutenu par les bourgeoisies arabes, a pour mission de soumettre Gaza à tout prix et pourquoi les "bantoustans" palestiniens doivent être avalisés par un pseudo processus de "paix". Et voilà pourquoi les communistes doivent être solidaires et soutenir la résistance palestinienne, celle de Gaza, qu'il s'agisse des forces laïques, communistes ou du Hamas : ce sont tous nos frères de combat.

Pascal Brula

Les limites d'Obama

Quelques jours après l'investiture d'Obama, notre camarade Fidel Castro l'interpellait sur les prérogatives que ce sont arrogés les Etats-Unis sur le reste du monde et les pays en voie de développement, avec notamment le pillage des ressources, l'assassinat d'adversaires politiques, l'aide aux politiques de terreur ou encore l'introduction de virus et de bactéries vecteurs de maladies et d'épidémies dans certains pays. Le camarade Fidel l'interrogeait sur la possibilité de mettre fin à tous ces privilèges de l'horreur, ainsi qu'au blocus économique de Cuba qui dure depuis presque 50 ans. Il a eu une réponse presque immédiate du chef de cabinet de la Maison Blanche : *"Je crois que moins on parle de Cuba, et mieux c'est"*. Et Fidel de conclure : *"Ainsi, plus tôt qu'on ne le pensait, la politique d'Obama a perdu sa virginité"*.

Collomb mène la chasse aux milieux populaires

A flanc de colline, dominant Vaise et le 9ème arrondissement, 3 bâtiments se dressent au milieu d'un très grand espace vert : la Vallonnaire. Les derniers étages ont une vue magnifique sur l'ouest lyonnais. S'agirait-il de la dernière résidence à la mode ? Tout faux : ces 3 bâtiments font partie des HLM de Lyon. Ils ont été construits avec le "1% logement" entre 1962 et 64 pour les travailleurs de l'ex-Rhône Poulenc et autres usines de ce quartier très populaire, à une époque où le métro et le tunnel n'existaient pas encore. Aucun bourgeois n'aurait voulu habiter ce secteur. Aujourd'hui, l'industrie textile a été fermée et délocalisée et a fait place à des activités tertiaires amenant des couches sociales au vote moins risqué. Les maires qui se sont succédés, Noir, Barre et le "royaliste" Collomb, ont pris la précaution de bien neutraliser le quartier en écartant les milieux populaires. La dernière opération spectaculaire en date est la destruction des HLM de La Duchère, quartier situé sur un autre flanc de la colline et désormais remplacé par des logements dont le prix au m2 est prohibitif pour les petites retraites, les smicards et autres rmistes.

Coup de tonnerre

Fin 2004, avec l'aide de quelques copains, un camarade crée le Comité des locataires de la Vallonnaire afin de pouvoir faire face à leur propriétaire, la SACVL, société d'économie mixte créée dans les années cinquante par Herriot. Aujourd'hui, la SACVL, dirigée par les sbires de Collomb et du PS (cinq élus siègent au conseil d'administration), gère un parc de 8000 logements pour la ville de Lyon. Fin 2005, une annonce paraît dans le Progrès de Lyon : 445 logements seront démolis dans le 9ème arrondissement. Or, la Vallonnaire représente 445 logements ! La création du comité des locataires est tombée à pic. Ni une ni deux, 73 habitants envahissent le conseil d'arrondissement en signe de protestation. Il faut savoir qu'avec les nouvelles dispositions urbaines, raser signifie l'interdiction de reconstruire des bâtiments de plus de 4 étages : donc sur ce site, adieu aux logements sociaux.

La politique de Collomb apparaît clairement comme une politique de ségréga-

tion : chasser les milieux populaires de la cité et changer la sociologie de l'arrondissement.

La résistance s'organise et obtient des résultats

Devant cette résistance inattendue, la SACVL recule. Les négociations dureront quinze mois au cours desquels les habitants vont gagner le maintien de 433 logements et des trois bâtiments.

2 seront rénovés et améliorés et le troisième entièrement reconstruit avec suivi du relogement des habitants et priorité aux retraités, aux immigrés et aux enfants scolarisés. Le comité des locataires va axer toute sa bataille sur la réalité sociale et le vécu des habitants face à des élus de "gauche" déconnectés. Il obtiendra une réduction de 50 centimes au m2 de la hausse prévue des loyers, mais hausse restant importante quand même de 1,3 à 1,8 €/m2 en fonction de l'ancienneté de l'appartement, soit de 72 à 100 € pour un F3. En compensation, ils vont se bagarrer pour faire baisser les charges qui sont à ce jour encore d'un montant pharaonique de 560 000 € au total (dont 200 000 pour le chauffage), soit en moyenne 1260 €/an et par logement. Les mesures d'améliorations décidées sont importantes et participeront à la diminution des charges dues au chauffage : isolation extérieure, double vitrage, capteurs solaires liés à des cumulus collectifs, portes blindées, rajouts de balcons, nouveaux ascenseurs... Le plus difficile pour le comité est d'obtenir que le bâtiment reconstruit conserve un caractère social: en effet la SACVL veut que les loyers de cet immeuble deviennent libres. Ils seraient alors portés à 8,20 € le m2, bien trop cher pour des revenus modestes. Qu'à cela ne tienne, le comité obtiendra auprès des élus que 43 logements deviennent conventionnés, c'est-à-dire que le loyer ne puisse dépasser 5,40 € le m2. La bataille n'est pas finie : la revendication actuelle est de conférer aux autres logements un statut semi-libre, c'est-à-dire entre 5,4 et 8,2 € le m2. Mais que d'efforts face à cette municipalité !

Main basse sur la ville

Dans les années soixante, un film italien "Main basse sur la ville" expliquait comment les représentants de la bourgeoisie offraient sur un plateau la ville de

Naples aux spéculateurs immobiliers. C'est ainsi que l'on pourrait qualifier la situation sur Lyon. Toutes les opérations immobilières sont de la même veine, au détriment de l'emploi, des services publics et du logement social. Les lieux visés sont superbement placés à flanc de colline ou alors en bordure de fleuve. Deux hôpitaux, l'Antiquaille et Debrousse, et le marché-gare en font les frais au profit d'hôtels et d'immeubles de grand luxe, une poignée de logements dits sociaux faisant l'alibi. Les habitants de la Vallonnaire ont eu raison de mettre en échec cette politique anti-sociale. Ils sont là pour nous rappeler qu'il n'y a pas de fatalité à cette imposture de la "gauche" et à la dictature des profits capitalistes, qu'ils soient immobiliers ou autres: la solution est dans la lutte unie.

Pascal Brula

Erreur de casting ?

C'est avec stupeur que l'on a pu lire le discours du groupe des élus du PCF prononcé au conseil municipal de Lyon !

S'agit-il d'une erreur ou d'une volonté politique ? Il semble bien que la deuxième réponse soit la bonne... *"Notre ville est en première ligne de défense des intérêts de ses habitants"*. On se demande toujours quand, qui et où ? *"Nos choix budgétaires tentent d'aller à l'encontre de cette politique étriquée et dramatique du gouvernement, et répondre aux besoins de nos concitoyens avec l'implication effective de tous les habitants dans les structures de participation citoyenne"*.

Bel exemple avec les locataires de la Vallonnaire qui envahissent le conseil d'arrondissement ! *"C'est dans ce cadre qu'intervient l'augmentation de 6 % du taux de fiscalité sur la part communale. Elle répond à la fois aux soucis de la maîtrise des dépenses et des réalisations supplémentaires. Cette augmentation de 6% constitue un outil de solidarité envers les plus démunis. Le véritable problème n'est pas l'augmentation du taux de fiscalité, mais celui de la répartition de l'impôt dans notre pays"*.

Cela signifie que l'origine de l'impôt n'est pas leur problème et que, si l'augmentation risque d'enfoncer toujours plus les plus pauvres, il faut s'adresser ailleurs. L'oratrice, avec quelques collègues élus, a notamment "menacé" d'adhérer au parti de gauche : on ne les retiendra pas !